

Spécial Masterisation

Dossier Force ouvrière hebdomadaire N° 2972-26 janvier 2011

TOXICITÉ DE LA MASTERISATION

Professeur stagiaire jusqu'à l'épuisement

De jeunes enseignants, souhaitant garder l'anonymat, témoignent dans nos colonnes de la difficulté d'être lâchés dans une classe, à temps plein et sans formation en alternance. Avec eux et pour eux, FO revendique des mesures d'urgence.



SNES - FSU
SNEP - FSU
SNUEP-FSU
SGEN-CFDT
SUD Education
SNFOLC
SE-UNSA
CGT éduc'action
SNETAA-FO
SNCL
STAGIAIRE IMPOSSIBLE

«Jusqu'à Noël,
je cherchais pendant
des heures, au lieu de
dormir, la meilleure
façon de faire
comprendre une notion»

Camille.

«Mes débuts ont été très difficiles, je me suis retrouvée avec dix-sept heures de cours par semaine, sans tuteur ni tutrice. Dès le jour de la rentrée, mes élèves de 4^e avaient déjà appris que je débarquais de la fac. J'ai une classe difficile, avec des cas lourds, dépression, schizophrénie, problèmes avec la justice. Bien des élèves ne travaillent pas, manquent de respect, et le fait d'être sur un poste à temps complet empêche de prendre du recul face à des situations difficiles. On en prend plein la figure, sans être préparé à cela.

Si mon administration m'a d'abord dit que je pouvais compter sur elle et lui envoyer un élève s'il gênait mon cours, je me suis vite aperçue que j'avais beaucoup de paperasse et de justification à fournir pour la moindre heure de retenue. Les élèves me disaient que les punitions ne dépendaient pas de moi, mais de la «vie scolaire», qui pouvait les «faire sauter». En fait, la parole de l'élève est primordiale et l'on cherche plus à comprendre «les erreurs» du professeur que les «fautes» de l'élève. Être lâché devant une classe difficile, sans soutien ni formation, c'est extrêmement difficile et le moral en prend vite un coup.

Pour la préparation des cours je vais maintenant plus vite, mais les débuts furent vraiment laborieux. Si je me couche toujours très tard, jusqu'à Noël il m'arrivait de chercher pendant des heures, au lieu de dormir, le meilleur déroulement du cours, la meilleure façon pour faire comprendre une notion. Je m'interrogeais sur d'éventuelles questions d'élèves auxquelles je ne saurais pas répondre. Mon travail ne s'arrêtait jamais. Je travaillais au collège, je travaillais chez moi, sur mon bureau, dans ma chambre, corrigeant des copies dans les transports, j'étais épuisée.

Les programmes de collège sont très éloignés de ce que l'on apprend à la fac. Pour la pédagogie et la didactique, il faut improviser, imaginer comment rendre le cours clair et intelligible pour des ados. C'est un vrai casse-tête et le mercredi de formation par mois ressemble plus à une galère qu'à autre chose: le temps nous manque toute la semaine, les petites infos et astuces ne nous aident pas, les conseils nous arrivent trop tard car, à moins de sombrer, nous sommes obligés de trouver tout seuls les solutions à nos problèmes.»

La FNEC FP FO a demandé audience au Ministre Seule FO demande l'abrogation de la masterisation



giaires. La Fédération FO de l'Enseignement (FNEC-FP) a demandé à être reçue par le ministre en personne, pour exiger l'abandon de la masterisation et demander des mesures d'urgence: pas plus d'un tiers de service devant les élèves, une formation en dehors du temps de travail et un tuteur pour chaque stagiaire, des règles de titularisation communes et connues de tous.

S'agissant de l'enseignement professionnel public, Christian Lage, Secrétaire général du SNETAA-FO, le confirme, «le métier d'enseignant s'apprend, mais pas seulement à l'université». Il ajoute: «Avec la masterisation, qui supprime la formation professionnelle et ferme les écoles de formation professionnelle, le risque est grand que les professeurs de cette filière ne voient plus reconnues leurs expériences et qualifications professionnelles.»

Présentant, le 19 janvier, ses vœux à la Culture et à l'Éducation, M. Sarkozy a reconnu que «passer des IUFM à l'université et d'un niveau licence à un niveau master ne suffit pas», avant d'ajouter, à l'adresse de M. Chatel: «Je pense qu'il ne faut pas avoir peur d'améliorer en permanence notre système.» Certes, mais comment? En renonçant à la masterisation, résume Hubert Raguin, Secrétaire général de la FNEC-FP-FO, qui assistait à la scène: «Il faut revenir à la licence et aux IUFM où les futurs enseignants bénéficiaient d'une année de formation tout en ayant le statut de fonctionnaire stagiaire.»

Si aujourd'hui les réformes servent surtout à réduire les dépenses publiques et sociales, l'Éducation nationale est mise à rude école, rythmée depuis des années par les bouleversements et les suppressions de postes: 62 000 depuis 2007. Plus récemment, la RGPP - Révision générale des politiques publiques - et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux provo-

quent des saignées: 13 500 postes en moins en 2009, 16 000 en 2010, 16 000 prévus pour 2011.

Le lien avec les réformes devient de plus en plus évident. Ainsi, l'arrivée à la rentrée de 16 000 professeurs stagiaires a coïncidé avec la disparition de quelque 18 000 postes de stagiaires d'IUFM, rayés de la carte par la masterisation..., qui s'ajoutent aux

16 000 postes supprimés dans l'Éducation nationale. Jacques Paris, Secrétaire général du Syndicat national FO des lycées et collèges (SNFOLC) résume la liste des secteurs victimes de suppressions ces deux dernières années: «2007, les «pions» ou surveillants; 2008, les titulaires remplaçants; 2009, les Réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (RASÉD); 2010, les stagiaires.» Et d'ajouter: «À présent, il n'y a plus guère de réserves et il faut s'attaquer à l'offre de formation des élèves, aux conditions de scolarisation.»

«Du bricolage
pour rentrer
dans le moule
de la masterisation»

Nicolas, de Dax.

«Dans les Landes, pour le premier degré, une formation était mise en place dès le début de l'année et elle se poursuit. Entre la classe et la formation, il y a alternance avec de un à trois jours devant une classe et deux jours à l'IUFM; jusqu'à la Toussaint, un compagnon était avec nous devant les élèves. Depuis, nous sommes seuls et, pour ma part, je trouve que mener de front la formation, la classe et les préparations, c'est difficile, même si nous n'avons pas été lâchés face aux gamins, comme d'autres ailleurs.

C'est ce qui m'étonne le plus, que nous ne soyons pas formés de la même façon dans les régions et les départements. On dirait une improvisation de la part du ministère qui, se répercutant partout, provoque du bricolage afin de rentrer dans le moule de la masterisation. Sauf que cela provoque des tensions entre les académies et les universités, deux entités autonomes maintenant. Le malaise engendré, palpable, est malsain pour nous comme pour les élèves.»



Pour FO, ce deuxième trimestre est décisif pour la satisfaction des revendications car c'est l'avenir professionnel des stagiaires qui se joue.

FNEC FP
FO
la force syndicale

Confédération Générale
du Travail FORCE OUVRIERE

«L'idée d'arrêter me passe parfois par la tête»

Estelle

«J'arrive à 8h pour être sûre d'être dans ma classe à 8h30, je termine à 17h ou 18h car j'ai des trous dans mon emploi du temps, et je ne dors pas avant 1h du matin. J'enseigne l'allemand en 5^e et en 3^e au collège et je donne trois heures au lycée, en seconde, ce qui me fait différents niveaux et cinq cours à préparer.

Je n'ai que seize heures par semaine, mais quand la tutrice vient dans ma classe, cela compte double: elle arrive sans prévenir et me met la pression devant les élèves. Les parents aussi qui, me sachant stagiaire, se passent le mot pour me lancer des «vous êtes débutante». Dans cet établissement chic de la région parisienne, l'administration est très souple avec les élèves, à qui il ne faut surtout pas mettre de mauvaises notes. Comme ils sont bons, il faut aller très vite et je suis toujours en train de préparer des cours. À chaque pause, je travaille; je rentre chez moi, je travaille; la nuit parfois, en rêve, je travaille.

Il m'arrive de pleurer. Une fois, le médecin m'a arrêtée pour m'éloigner de ce qu'il appelle un «milieu toxique». L'idée d'arrêter me passe parfois par la tête, mais je me dis qu'une fois titularisée, cela ne pourra pas être pire, que j'aurai plus d'aplomb et qu'une fois prof, je serai soutenue.»



Photo: Patricia Tuluy

Jusqu'à la Toussaint, en maternelle et en primaire, ceux que l'on appelle les Professeurs des écoles stagiaires (PES) souffraient moins que leurs collègues des lycées et collèges, bénéficiant alors d'une pratique accompagnée. «Ils ont fait plus attention car ils savent qu'en CP, par exemple, les parents surveillent de près leurs enfants», analyse Norbert Trichard, Secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et directeurs d'école FO (SNUDI). Les difficultés n'en ont pas moins commencé ensuite.

«En CM2, j'ai du mal à gérer le temps, les imprévus», s'inquiète Clémence; «seule en CE2, j'ai la tête dans le guidon», se plaint Carole. Après les congés, Myriam a vécu une situation dramatique quand, au courant de rien, elle a pris le poste d'un remplaçant qui, n'étant pas prévenu, «a pleuré devant moi», raconte-t-elle. Et ce cas est loin d'être isolé. Le SNUDI-FO 94 a même posé la question dans une lettre adressée à l'inspecteur d'académie de Créteil: «Comment comprendre que l'on contraigne un collègue à partir d'une classe alors que celle-ci fonctionne?»

Non seulement ces stagiaires doivent faire face à des conditions déstabilisantes pour tout le monde, mais tout diffère selon les régions et les départements. Nicolas, PES à Dax, s'en étonne: «On dirait une improvisation du ministère obligeant localement à du bricolage pour rentrer dans le moule de la masterisation.» Norbert Trichard précise: «C'est plus grave que cela. À partir d'un cadrage national, chaque IA, chaque recteur doit assumer la disparition de l'année de stage à l'IUFM avec les moyens dont il dispose, quitte à remettre en cause l'unité républicaine sur tout le territoire national.» Cette disparité se retrouve partout et il met en garde: «Des incertitudes planent sur ce que sera le taux de titularisation à la fin de l'année scolaire, avec le risque, ici ou là, selon, de voir tel ou tel stagiaire mal jugé et refusé, le transformant en candidat potentiel pour un emploi de contractuel.» Sur les 16 000 professeurs stagiaires, 8 000 ont rejoint le premier degré, où il y avait 6 000 enseignants en surnombre. Ce ne sera pas le cas l'année prochaine, une baisse de 50% des recrutements de professeurs des

écoles étant prévue. Supprimer les surnombres et mettre les PES dans les classes, dès le premier jour de la rentrée prochaine, c'est ce que veut le ministère.

Marie-Laure Schisselé
mls@force-ouvriere-hebdo.fr

«Je n'ai pas de tuteur, personne pour m'aider, me conseiller»

Sylvie, à Rennes

«J'ai de la chance car le collège où j'enseigne les maths est près de chez moi et je n'ai que deux niveaux. Pour autant, j'ai cinq classes, 145 élèves, c'est comme dans un tourbillon. Dans l'académie de Rennes, nous sommes un jeudi sur deux à l'IUFM. Pas de temps libre pour autant, même si nos dix-huit heures hebdomadaires sont réparties sur quatre jours. Le soir, il y a les conseils de classe ou les rencontres entre parents et professeurs; le tout cumulé, c'est énorme!

Fin décembre, j'ai passé cinq minutes par élève à remplir les bulletins. Après une évaluation, je me suis retrouvée avec 210 copies à corriger pendant les vacances de Noël. L'an dernier, avant la masterisation, les professeurs débutants n'avaient que six heures. Cette année, pour les stagiaires, cela a été multiplié par trois, ce qui multiplie par trois le nombre d'élèves.

Je ne dors pas beaucoup. Au troisième jour de la semaine, avec le manque de sommeil et l'épuisement, la préparation des cours devient pénible, j'oublie de faire certaines choses –une photocopie par exemple–, il faut improviser et les élèves le ressentent, deviennent nerveux, indisciplinés.

Je n'ai pas de tuteur, personne pour m'aider, me conseiller. Il faut se rabattre sur internet et l'aide en ligne, mais à deux reprises je me suis endormie sur mon ordinateur. Ce qui me sauve, c'est d'avoir la perspective de passer l'agrégation interne et d'avoir moins d'heures de cours.»

La preuve est faite : la masterisation doit être abandonnée !

Le ministre n'a de cesse de se féliciter de la masterisation.

Malheureusement les faits sont têtus ! Le 8 janvier la Direction des Ressources Humaines a publié un rapport sans appel :

Dans le premier degré, 70% des stagiaires n'ont pas d'expérience de l'enseignement et pourtant en éducation prioritaire ils sont plus nombreux que les titulaires dans un département sur quatre ; près d'un tiers est affecté sur plusieurs niveaux, seuls 10% des stagiaires et leur tuteur sont dans la même école ; il y a un tuteur pour deux stagiaires.

Dans le second degré, outre la fatigue, les problèmes de transport, les formations tardives, le report des stages faute de personnels pour les remplacer, le nombre de démissions est plus important qu'en 2009 de date à date ; seules 6 académies ont accordé des décharges de service à l'année, n'excédant pas 3 heures...Les stagiaires qui sont sur deux postes sont deux fois plus nombreux que les titulaires à Lyon ; 80% des stagiaires du second degré n'ont aucune expérience préalable. Entre 25 et 30% d'entre eux n'ont pas de tuteur dans leur établissement et ils ont tous une surcharge de travail avec un jour banalisé de formation en plus de leur service devant élèves !

La masterisation, c'est la suppression de 18 202 emplois en 2010 et la baisse de 50% des recrutements de professeurs des écoles en 2011.



Photo: Gabriel Ducret

La réforme des lycées a d'ailleurs commencé cette année en classe de seconde. Elle retire aux élèves deux heures de cours par semaine. Cette soustraction caractérisait déjà la réforme de l'école de M. Xavier Darcos, en 2009, qui a fait disparaître 3 000 postes de RASED, ces réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté.

Voudrait-on licencier les stagiaires qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

Abrogation de la masterisation !

Le ministre doit prendre des mesures d'urgence :

- **Allègement de service,**
- **Pas plus d'un tiers de service devant les élèves,**
- **Aucun stagiaire sans tuteur,**
- **Droit à la formation**

De jeunes enseignants, souhaitant garder l'anonymat, témoignent dans nos colonnes de la difficulté d'être lâchés dans une classe, à temps plein et sans formation en alternance. Avec eux et pour eux, FO revendique des mesures d'urgence.

«Je veux bien faire, mais j'ai du mal à gérer le temps»
Clémence, de Nîmes.

«Je fais des remplacements, de la petite section au CM2. Ce qui m'embête le plus ce sont les trajets. Je peux faire jusqu'à une heure et demie de voiture et si les frais sont payés, je vais devoir attendre trois ou quatre mois pour être remboursée.

Jusqu'à la Toussaint, nous avions un jour de formation par semaine, puis plus rien. Il faut demander pour être visité, les tuteurs n'étant pas payés, ils se déplacent peu. Moi, je n'ai vu personne. En maternelle, ça peut aller, j'ai les clés, mais en CM2, j'ai du mal à gérer le temps, les imprévus. Il m'arrive de rendre des corrections de devoirs en retard ou alors je me dis: "qu'est-ce que je vais leur faire faire?" ou "j'aurais dû faire autrement". Je veux bien faire, mais le suivi et l'accompagnement me manquent.

« **O**n en prend plein la figure, sans être préparé à cela», dit Camille. «À chaque pause, je travaille; je rentre chez moi, je travaille; en rêve, je travaille», confie Estelle. «Je n'ai pas de tuteur, personne pour m'aider, me conseiller, je ne dors pas beaucoup», constate Sylvie. Les témoignages de jeunes enseignants stagiaires dans les écoles, les lycées et collèges, accablent la récente réforme de la formation des maîtres et la masterisation des concours. Obligés d'avoir jusqu'à bac+5, master, au lieu de bac+3, les lauréats sont ensuite confrontés aux élèves, à plein temps dans une classe, sans formation pratique, l'alternance en Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) étant supprimée. Ils sont 16 000 à en faire l'expérience depuis la rentrée de septembre et, cinq mois plus tard, c'est l'épuisement, quand ce n'est pas la démission.

Mais très vite, soutenus par les organisations syndicales, Force Ouvrière en tête, beaucoup se sont mobilisés. Dès le mois d'octobre un collectif «stagiaire impossible» mettait trois revendications

«1963, LOIN DES RÉFORMES: L'ÂGE D'OR!»

Annick L'Antoëne (SNPREES-FO d'Ille-et-Vilaine).

«J'ai pris ma retraite il y a dix ans, à l'âge de 57 ans, après avoir réussi en fin de troisième, il y a un demi-siècle, le concours d'entrée à l'École normale d'instituteur. Pensionnaire comme mes camarades normaux, j'ai suivi mes études de seconde, première et terminale, puis, munie du baccalauréat, j'ai passé une année dans une classe avec une institutrice. Logés et nourris, nous n'étions plus à la charge de nos parents et, pendant l'année de formation, nous percevions les deux tiers d'un salaire d'instituteur débutant. Pour la petite histoire, il faut savoir qu'une partie de cette paye était mise d'office à la Caisse d'épargne. Cela se passait en 1963, loin des réformes: l'âge d'or! Cette année de formation, nous passions à observer l'institutrice. À un moment, quand on se sentait prêts, c'est nous qui faisions les leçons sous sa surveillance. Inspectés juste avant les grandes vacances, nous étions nommés selon notre classement et nos vœux et, dès la rentrée suivante, nous étions titulaires d'un poste.»



«J'ai la tête dans le guidon»

Carole, à Sevrans.

«Jusqu'en novembre, j'étais accompagnée dans une classe de maternelle, mais ensuite je me suis retrouvée seule en CE2. Il y a beaucoup de différences. Alors je fais les leçons devant les élèves, il faut avancer, mais nous n'avons aucun recul sur ce que nous faisons. Si en histoire, par exemple, je n'ai pas su faire, je me demande pourquoi cela n'a pas marché, comment faire autrement? Mais je n'ai pas de réponses. À part deux demi-journées avec un formateur, il faut tout assumer seule, la classe, les évaluations et les livrets, une responsabilité très lourde pour laquelle je n'ai pas été formée.

Je n'ai pas le temps, j'ai la tête dans le guidon. Parfois je m'embrouille, ne trouvant pas les mots ou n'arrivant pas à adapter mon vocabulaire à l'âge de mes élèves. Pour d'autres stagiaires, en Seine-Saint-Denis comme moi, mais en ZEP ou d'autres zones où sévit la violence, c'est pire. Ils craquent, ils pleurent chez eux, ils ont des arrêts maladie. Je n'en suis pas là, mais je travaille énormément, le soir, le mercredi, tout le temps et la fatigue s'est installée. Pire, la reprise en janvier a été si difficile que je me sens au bord de l'épuisement.

en avant: l'allègement du service, une formation, des règles nationales de titularisation. Le 1^{er} décembre, plusieurs centaines de stagiaires et de titulaires du second degré se rassemblaient devant le ministère. M. Luc Chatel ne les a pas reçus.

Pendant ce temps-là, le ministre tentait médiatiquement de rassurer et affirmait que «moins de 1%» des enseignants stagiaires étaient «repérés en difficulté». Pourtant, le 8 janvier, la Direction des ressources humaines de l'Éducation nationale publiait un rapport sans appel, confirmant leur détresse, la fatigue des professeurs sta-



(Photo: Patricia Tubay)

Vous voulez contactez la FNEC FP FO

Vous voulez adhérez à FO

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle,

Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

6 / 8, rue Gaston Lauriau - 93513 MONTREUIL CEDEX Tél. : 01 56 93 22 22 - Fax : 01 56 93 22 20

email : fnefcfp@fo-fnefcfp.fr

site www.fo-fnefcfp.fr